

PRÉCIS

UNE ÉVALUATION DES IMPÔTS FONCIERS DANS L'OUEST CANADIEN

Le Canada West Foundation a publié une étude intitulé « Straight Talk: Property Taxes in Western Canada's Big Six ». Dans cette étude, on analyse quatre questions au sujet des impôts fonciers en utilisant à la fois des données nationales sur les finances et les revenus municipaux et des données locales provenant des villes de Vancouver, d'Edmonton, de Calgary, de Saskatoon, de Regina et de Winnipeg.

1. Quel fardeau relatif représente les impôts fonciers municipaux par rapport à d'autres impôts?

L'impôt foncier représente une très petite partie du fardeau fiscal canadien, soit 8,7 % de tous les impôts payés. Une partie importante de cet impôt est affectée à l'éducation, étant donné qu'environ 5 % seulement des impôts canadiens sont des impôts fonciers utilisés pour financer l'infrastructure et les services financiers.

2. Les niveaux d'impôt foncier actuels sont-ils élevés par rapport aux niveaux antérieurs?

En chiffres absolus et par rapport à l'impôt réel payé par habitant, les Canadiens paient davantage d'impôt aujourd'hui qu'en 1961. Toutefois, en pourcentage du PIB, ils paient moins d'impôt foncier maintenant qu'il y a 40 ans. Bien que tous les impôts combinés aient augmenté, passant de 24,5 % du PIB en 1961 à 36,2 % en 2002, en réalité, les impôts fonciers ont baissé, passant de 4,16 % à 3,16 %.

3. Quels services municipaux les impôts fonciers financent-ils? Dans quelle mesure, différents services sont-ils financés par les impôts fonciers?

Dans les six villes étudiées, les principaux services financés par l'impôt financier sont la police et l'intervention en cas d'urgence. Le financement de l'administration municipale et de la voirie dépend aussi dans une large mesure de l'impôt foncier, qui finance aussi, à hauteur d'environ 50 %, le transport en commun ainsi que le ramassage et le recyclage des ordures ménagères.

4. Quels sont les avantages et les désavantages de l'impôt foncier?

Pour ce qui est des avantages, il assure une assiette fiscale immobile et stable ainsi que des revenus prévisibles et stables, il est visible, il permet la reddition de comptes et il est transparent. Pour ce qui est des désavantages, la croissance des revenus est lente, il est difficile d'augmenter le taux d'impôt (à cause de la transparence) et le processus d'évaluation pose des défis (étant donné le contrôle provincial et l'absence d'une méthode scientifique).

Pour conclure, le rapport indique qu'on pourrait recourir davantage à l'impôt foncier, et que les lacunes de l'infrastructure du Canada sont peut-être dues en partie au manque de volonté politique d'augmenter les impôts fonciers au même rythme que les autres impôts. Certains désavantages de l'impôt foncier ne peuvent cependant pas être éliminés. Pour régler ce problème, le rapport souligne que les villes ont besoin d'une assiette fiscale plus diversifiée, qui pourrait comprendre une partie d'une taxe de vente.

Le rapport complet se trouve à <http://www.cwf.ca>.